

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 11 ET 18 JUIN 2017 - 9^E CIRCONSCRIPTION DU VAL-DE-MARNE**Christian GIRONDIN**

Enseignant retraité

Samira IDERProfesseure des écoles
(suppléante)**CANDIDATS DU
PARTI OUVRIER INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE****“Macron n'a aucune légitimité !”**

Le nouveau président de la République ne représente en réalité que 20 % des électeurs inscrits. Pourtant, les institutions de la V^e République lui donnent tout pouvoir

pour détruire la Sécurité sociale et ce qu'il reste du Code du travail.

Comment l'en empêcher ? Par l'unité ouvrière !

Emmanuel Macron veut aller encore plus loin que François Hollande et ses prédécesseurs : **il veut, dès les mois de juin, juillet et août, procéder par ordonnances et 49 ter à la destruction du code du travail, supprimer la cotisation maladie, passer à la retraite par points, antichambre des « fonds de pension » spéculatifs.**

Il veut liquider le baccalauréat et tous les diplômes, « ubériser » le travail. Et il voudrait associer à ses objectifs les organisations syndicales.

Comment l'en empêcher ? Par le combat uni de tous les travailleurs et la jeunesse avec leurs organisations **pour l'abrogation de la loi El Khomri et de toutes les lois dictées par l'Union Européenne** qui détruisent l'école, la Sécurité sociale, les hôpitaux, les bureaux de poste, tous les services publics.

“C'est nous la légitimité !”

Dans la circonscription, c'est par la grève et les manifestations que les enseignants se soudent avec leurs syndicats et avec les parents **pour sauver les classes et gagner des postes**, comme les personnels hospitaliers sont unis pour abroger la loi Touraine, les GHT et pour sauver les lits et les services.

Le dépeçage systématique de l'institution scolaire et l'entreprise de décervelage, fomentée par la loi Fillon, comme par la loi Peillon de « refondation de l'école », (votée par le PS, le Front de gauche et EELV) **doivent être stoppés.**

L'enseignement spécialisé a été méthodiquement détricoté, les enfants qui devaient en bénéficier sont noyés dans des classes surchargées

La réforme des rythmes scolaires, celle du collège, disloque l'école de la République pour supprimer les diplômes nationaux, reconnus dans les conventions collectives, et pour priver les jeunes du droit à un vrai travail avec un vrai salaire.

Toutes ces mesures ont été massivement rejetées par les enseignants et les parents, elles doivent être abrogées.

La situation sur nos communes

La dotation de l'Etat a diminué de moitié à Vitry. La commune a eu recours à l'emprunt (20 millions en 2017), à la hausse des impôts locaux, + 2 % en 2017, **et a réduit les coûts de personnel** en limitant les heures supplémentaires et les embauches, alors que la population ne cesse de croître et les besoins en service public aussi.

La suppression de la taxe d'habitation prévue par Macron **étranglera encore plus les communes.** Les municipalités de « droite » comme de « gauche » et le conseil départemental, présidé par le PCF, ont commencé à privatiser les services, malgré l'opposition des agents et de leurs syndicats.

Pour l'unité des travailleurs et des organisations afin de bloquer les plans destructeurs de Macron, président illégitime au service des capitalistes.

Pour la rupture avec la V^e République et l'Union européenne !

Pour la construction d'un authentique parti ouvrier.

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, **nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier**, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- réouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste, et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc...

À la V^e République, régime antidémocratique avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine** de députés élus mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

À l'Union européenne, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples) et des directives et des traités.

À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

A la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI).

A la coalition des exploiters, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général », **nous opposons la lutte de classe**, car la lutte de classe c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes avec leurs propres organisations sur leur propre terrain pour défendre leurs droits et leurs garanties.

À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier. **Rejoignez-nous !**
Lisez chaque semaine *La Tribune des travailleurs*.

Le 11 juin, votez pour Christian GIRONDIN et Samira IDER.

(Vous trouverez les bulletins de vote de Christian GIRONDIN et de Samira IDER dans les bureaux de vote).

PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

POUR LE SOCIALISME,
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE
OUVRIÈRE